L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 23 JUIN 1856.

Imprimé et publié par
G. P. WEISSE & Co.,
ENTREPRENEURS-PROPRIÉTAIRES:
G. P. WEISSE, E. DUPOUY,
H. DUVERGER, E. HARRIS.
Rue de Chartres No. 85, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 23 JUIN.

A nos abonnés du de District.

Le porteur chargé du service du Quatrième District (Lafayette) étant tombé malade, nos prions ceux de nos abonnés qui ne recevraient pas régulièrement l'*Abeille* d'en donner avis de suite aux dans nos bureaux.

ABONNÉS A LA CAMPAGNE.

Les porteurs de l'Abeille sont autorisés à recevoir des abonnements à la campagne, à raison de 25 cents pour les six numéros. Il se présente tous les jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour six mois ou deux, mais comme en leur ouvrant un compte particulier pour une aussi courte période nous surchargerions sans profit la comptabilité, nous avons résolu de tout concilier en autorisant nos porteurs à nous les présenter. C'est donc à ces derniers que les abonnés à la campagne devront payer le montant de leur abonnement hebdomadaire.

L'ESPAGNE ET LE MEXIQUE.

La situation devient menaçante entre l'Espagne et le Mexique. On sait déjà que M. Alvarez, le nouveau ministre envoyé à Mexico par le cabinet de Madrid, a été escorté jusqu'à Vera-Cruz par plusieurs bâtiments de guerre. Ce déploiement de forces navales a paru à bon droit une menace au Mexique qui, aux dernières dates, hésitait à recevoir l'ambassadeur. Il exigeait que celui-ci renvoyât d'abord les navires qui l'avaient accompagné.

M. Alvarez a donné des explications peu satisfaisantes, et s'il ne peut transmettre aux commandans espagnols l'ordre de remettre à la voile pour la Havane, il est probable que le gouvernement mexicain aura refusé net de le reconnaître en sa qualité officielle. Une rupture serait alors presqu'inévitable, car l'Espagne loin de chercher un raccommodement nous semble au contraire désirer la guerre.

Pourquoi? Voilà ce que nous ignorons. Le Mexique est sans doute une puissance plus faible, mais l'Espagne ne saurait songer sérieusement à l'envahir. Elle pourrait seulement bloquer ses ports. Mais le Mexique est déjà complètement ruiné et le blocus de ses côtes ferait à peine sensation dans l'intérieur. Si comme il faut s'en croire définitive l'Espagne fasse la paix, elle ne sera pas plus avancée après qu'avant la guerre, car elle aura mis le Mexique dans l'impossibilité de lui payer la plus faible part de sa dette.

Mais si la lutte est sans danger pour le Mexique, grave à la force d'argent qui la protège, le sera-t-elle pour l'Espagne? Non, certes. L'Espagne a des colonies et un commerce considérable dans le golfe; ces colonies sont convoitées par les Américains, et le Mexique ne balancerait pas à appeler les flibustiers à son aide. Il n'aura qu'à dire un mot pour que de tous les ports américains il sorte une nuée d'aventuriers qui iront se faire naturaliser mexicains, se munir de papiers en règle et organiser une formidable *armada* pour tenter une descente sur les côtes de Cuba et Porto Rico.

Quant aux corsaires, ils pulluleront dans le golfe; nos clippers et nos steamers les plus rapides échangeront le pavillon américain contre celui du Mexique et s'en iront dans le golfe, dans la mer des Antilles, sur les côtes de l'Amérique du Sud, sur l'Océan, partout enfin, donner la chasse aux bâtimens espagnols.

Voilà le danger réel, sérieux, inévitable auquel s'expose l'Espagne en déclarant la guerre au Mexique, et elle ne pourra même pas user de représailles sur le commerce maritime de nos voisins et nul.

Ces réflexions ont dû venir à l'esprit des hommes d'Etat espagnols, mais il ne paraît pas qu'ils s'y soient arrêtés. La résolution du gouvernement de ne point accepter de transaction nous étonne, car la dette espagnole s'est accrue principalement de la dette de Santa-Anna de créances achetées de Mexicains et qui auraient dû rester étrangères à cette dette. Le Mexique, nous assure-t-on, veut aujourd'hui distinguer et ne payer que ce qu'il devait dans le principe. L'Espagne lui répond il est vrai, que Santa Anna a tout recognu et fait reconnaître par le dernier congrès du cabinet de Madrid l'apparence du droit. Les libéraux mexicains ont pu considérer le gouvernement du dictateur comme inconstitutionnel, mais ce n'en était pas moins un gouvernement de fait. Santa Anna nous a vendu une partie de la Sonore et nous voulons respecter le marché conclu par le dictateur. L'Espagne se base de même sur la ratification de ce dernier pour exiger que les créances étrangères ajoutées à la dette espagnole y soient maintenues. Le droit absolu est de somme, simon la justice et l'équité. Elle pour fait, nous semble, quelque peu douteuse. Les intérêts, montrer plus de magnanimité envers le Mexique.

D'autres griefs s'ajoutent-ils à celui que nous venons de mentionner? Nous l'ignorons, mais les correspondances de Madrid le laissent présentir. Voici ce que nous lisons dans une lettre écrite le 23 mai de la capitale de l'Espagne:

"J'ai déjà eu l'occasion de vous faire connaître la conduite étrange tenue par la république mexicaine vis-à-vis des sujets espagnols résidant sur son territoire. Les griefs sont chaque jour plus intolérables et déjà le gouvernement a donné des ordres au capitaine-général de l'île de Cuba pour l'envoi dans ces eaux de Vera-Cruz de tous les navires disponibles.

"Plusieurs députés ont présenté à cette occasion, dans la séance d'aujourd'hui, une proposition par laquelle les Cortès déclarent offrir leur appui au cabinet, afin de l'aider à faire respecter l'Espagne et les sujets espagnols par la nation mexicaine, comme aussi à obtenir une juste réparation pour les dommages éprouvés par les sujets espagnols. M. le ministre de l'intérieur, en l'absence momentanée du ministre des affaires étrangères, a déclaré que la conduite de la république mexicaine a paru sérieusement éveillé l'attention du cabinet et que les mesures conseillées par l'honorable et par la prudence seraient prises immédiatement pour mettre un terme à ces graves griefs.

"La proposition a été prise d'abord en considération, puis approuvée à l'unanimité."

Le même correspondant écrit le lendemain:

"Je vous ai parlé hier de l'appui offert par les Cortès au gouvernement dans les mesures qu'il a prises ou se sera à prendre contre la république mexicaine. Aujourd'hui, le conseil des ministres a été occupé très sérieusement de cette affaire, qui peut devenir fort grave. Par les soins de M. le ministre des affaires étrangères, il va être adressé à M. Miguel de los Santos Alvarez, ambassadeur d'Espagne à Mexico, une Note très catégorique qui sera remise au gouvernement mexicain. Si celui-ci refuse de faire droit aux réclamations du ministre de Madrid, l'ambassadeur aura l'ordre d'amener son pavillon et de quitter le territoire de la république. Le gouvernement essaiera, dans ce cas, d'obtenir par la force ce qu'il ne pu obtenir par la persuasion.

"Je vous ai dit, dans le temps, que le gouvernement mexicain méconnaissait les droits de ses créanciers reconnus solennellement par un traité passé avec l'Espagne en 1453. Ceci était déjà grave; mais l'Espagne n'avait point encore le droit de crier trop fort, car jusqu'à cette n'a pas mis un très grand empressement à payer ses dettes et à reconnaître même celles dont personne ne conteste la légitimité. La république mexicaine est allée plus loin: non contente d'avoir rompu les traités, elle a fait des sujets espagnols à remettre au trésor des biens au porteur qui leur avaient appartenus. La plupart de ces biens avaient été vendus à vil prix; qu'importe? le gouvernement de Mexico? Il a fait saisir les biens des créanciers jusqu'à concurrence de la valeur nominale des titres qui leur avaient été remis, donnant ainsi au monde le spectacle inconnu jusqu'à ce jour d'un débiteur qui, non content de ne pas vouloir payer ses dettes, dépouille encore ses créanciers et saisit leurs biens.

"M. Alvarez a était point encore, à la date des dernières nouvelles, rendu à son poste; sa position sera très difficile; il serait possible qu'il attendît à Vera-Cruz les instructions de son gouvernement. Le général Zabala compte faire partir un bateau à vapeur immédiatement pour lui porter des dépêches.

Bulletin européen

Les journaux européens apportés par l'*Arcadia* et que nous avons reçus samedi, vont jusqu'au 31 mai pour l'Angleterre et jusqu'au 29 pour le continent. Les nouvelles, depuis la conclusion de la paix, sont fort peu intéressantes. La question italienne seule préoccupe l'opinion de l'autre côté de l'Atlantique.

La vérité finira-t-elle bientôt, dit l'*Indépendance Belge*, sur les démarches ridicules des trois puissances signataires du traité du 15 avril vis-à-vis de la cour de Rome, au sujet des réformes à accomplir? Il est temps qu'elle se fasse jour, car les attributions, les démarches et les rectifications se multiplient. On a publié un mémorandum, de nous collective, de notre intelligence de la part de la France et de l'Autriche. Voici qu'un de nos correspondants de Paris nous parle aujourd'hui d'un autre mémorandum dressé par la France et de l'Angleterre, cette fois, mais il ancien, ajoute-t-il, qu'il n'éveillerait moins les susceptibilités du cabinet de Rome. Nous croyons pas, nous devons le dire, à l'existence de ce dernier document. Mais cet espoir semble fort disposés à croire, tout qu'il ne faire aucun pas de chance pour l'heure des tentatives diplomatiques qui sont faites en ce moment.

Dans la séance du 27 mai, les députés avec l'Amérique ont été remis en discussion à la Chambre des Lords. Lord Clarendon a déclaré qu'il n'était encore rien arrivé de réponse du cabinet de Washington à l'offre d'arbitrage faite par l'Angleterre pour régler à l'amiable le différend entre l'Amérique et Grenade. Il a prononcé de son côté, dans le mémorandum de paix et exprimé l'opinion qu'il serait peut-être bon de faire un appel à adhésion avec de la bonne grâce de part et d'autre.

Les journaux des démocrates belges qui ont devenus et bonapartistes le prétendent à l'ordre du jour, d'Europe. Mais

Bienfaiteur Mr. Des Bégetrer, — Les citoyens de notre cité chérissent d'un dévouement et d'un [illegible] pour le bien-être de leurs concitoyens, [illegible] Parmi les bienfaiteurs de la ville, nous devons [illegible] Bienfaiteur du Nouvelle-Orléans et de Bienfaiteur de la Ville, [illegible] et spécialement, en sur, à 7 heures, dans les [illegible] Mr. Des Bégetrer.

Bruyante [illegible] — Hier, vers [illegible] et magnifiquement [illegible] Cimetière Catholique, à [illegible] Mr. Bernard, le Marchand de Bonbons, [illegible] en présence de nous les membres de la Société. Son cérémonie est très [illegible].

La Bataille Rangée [illegible] Mr. Mathieu, à bord du *Steamer Black Warrior*, Capitaine P. Van Brunt qui est arrivé de Mobile à l'Hôtel de New York, [illegible] a trouvé sur lui deux bons de $1000 du "N. Y. Central Rail Road Company" portant six pour cent [illegible] Mr. Mathieu, [illegible] Mr. Charles de Arnold et une lettre adressée à M. R. Statts.

Kate Hatera, dite Irish Kate, est en prison pour avoir fait un tour de prestidigitation en, ch et avoir volé au commissaire, Michael Schmidt, de grosses [illegible] tout [illegible].

Un nègre accusé de Ganiger d'avoir assomé Michael Vergent, officier de police du Premier District. Le prévenu était un des gardiens de la maison de travail. Il resterait en prison jusqu'au 27 de courant, pour être jugé pour l'interrogatoire. Vergent est grièvement blessé. On l'a transporté à l'Hôpital de Charité.

Accident. — Un jeune homme de nom de Rock s'est cassé les deux jambes, samedi dernier. Il a été transporté à sa résidence, Troisième District. On craint que l'amputation de la jambe droite ne soit nécessaire. M. Rock était employé dans un moulin à scie de Gretna.

Vol. — M. Windover, officier de police du Premier District, déclare qu'on a enlevé, samedi soir, de la pension de Mme Armstrong, rue des Remparts, deux malles dont l'une renfermait des vêtemens de dame, une montre en or, des bagues en diamant, etc., appartenant à Miss Burke, femme de Wm Burke, qui a été George Bruce, il y a six semaines, à bord du bateau à vapeur Fremont.

Devant la Haute Cour. — Les accusés dont les noms suivent ont été envoyés, samedi, par le Juge Fabre et Mr. Bonnet, devant la Première Cour de District:

Dennis Bunting, sur qui l'on a trouvé des armes. Cautionnement de $500.

Jimmy Brown, femme de la rue Bourgogne, pour vol de mille [illegible] à un habitant de la paroisse St Jacques. D'après la déposition d'un des témoins, Nancy a avoué le vol. En prison faute d'un cautionnement de $1000.

Frank Cross, dit James Fleming, que le Recteur Fabre a accusé d'avoir trempé dans un vol.—En prison.

Meurt de Mauvaise Gitanes.—Nous avons le regret d'annoncer que Mme Gibson est morte, samedi après-midi.

On se rappelle que Mme Gibson a reçu un coup de poignard en défendant noblement son mari que Edward Wisely voulait assassiner. Nous avons dit, lundi dernier, les détails complets de ce drame sanglant.

Inquisition.—Le coroner a pratiqué, samedi, la vie du corps d'un homme qu'on a trouvé flottant dans le Bayou, au pied de la rue Lafayette, Premier District. La particularité de ce fait, c'est que le corps a disparu de la cause de la mort. On ignore le nom du défunt.

Sans Gêne.—Le Juge Robertson a prononcé, samedi, les sentences suivantes:

William Henderson qu'un jury a déclaré coupable de vente de fait, a été condamné à dix jours de prison.

Margaret Flanagan, vol—Un mois de prison.

Andrew Winder, vol—Six heures de travaux forcés.

—Le juge Robertson n'a pas voulu accepter le cautionnement qu'offrait Mme Smelzer qui est accusée d'avoir empoisonné son mari.

HAITI.—Les dernières avis reçus d'Haïti annoncent que de grandes inondations ont eu lieu dans le voisinage de Jacmel. Plusieurs maisons ont été emportées; des arbres ont été déracinés et une grande quantité de produits entraînés par le torrent. La perte est considérable.

ANGLAIS ET FRANÇAIS.

Le Times publie une correspondance de Crimée, datée de Sébastopol, 8 mai, dont nous extrayons les passages suivants:

"Les Français continuent chaque jour leurs embarquements, et nous en faisons de même, mais avec moins de précipitation et plus de dignité; les soldats français paraient d'une nouvelle campagne dans le nord de l'Afrique ou ailleurs, et prédisent tout haut que la paix ne durera pas deux ans; les soldats russes expriment absolument le même espoir pour prendre leur revanche de l'*ingrate et lâche Autriche*.— L'évacuation de la Crimée se poursuit très activement, et il est certain qu'elle pourra être achevée longtemps avant le délai de six mois fixé à partir de la conclusion du traité. Les ressources dans l'intérieur de la Crimée deviennent plus rares et les congés projetés sont aussi plus difficiles à obtenir. Le général Codrington vient d'aller visiter le champ de bataille de l'Alma, et un jeune sombre d'entre nous ont fait le même pèlerinage. —Les tombes ont été scrupuleusement respectées et sont marquées par de grandes pierres blanches. L'inscription placée par les Français sur la tour du télégraphe: "La bataille d'Alma, 20 septembre 1854." a seule subi une légère modification. Les Russes ont substitué la date du 8 septembre au 20 pour rétablir la date de leur défendre.

Bien que la plus grande cordialité existe entre les deux armées alliées, prises en masse, il y a entre des soldats anglais et français de fréquentes rencontres, où le sang coule. Il n'en avait pas encore paraît jusqu'ici, parce le soldat est généralement délicat: Les Français ont le coup de fusil très rare, et les Anglais de ce genre viennent encore d'être signalées. La première a eu lieu à Kamiech. Il paraît que quelques hommes du service des dépêches étaient alités faire la chasse aux rats dans le voisinage des redoutes Français, et que, lorsqu'ils approchaient du magasin, ils, les soldats placés à l'intérieur ont fait feu sur eux. Le lieutenant Bugden, adjudant d'état major, s'est précipité sur le lieu au bruit de la fusillade et courut vers la chasse doute. Quand il approcha on cria "Qui vive?" Et sur la réponse qu'il fit en français: "Officier anglais!" trois balles lui furent tirées. Ainsi accueilli, l'officier se retira, réunit un détachement de la marine et marcha contre la redoute; pénétra et fit prisonniers les hommes du poste, après un engagement dans lequel un certain nombre d'hommes roulèrent à l'échappée, après un sergent et blessé un officier du détachement de la marine.

Je voudrais ne pas insister sur ce sujet, mais je suis obligé d'ajouter que le sergent a reçu le cervelle broyée à coups de crosses de fusil et que l'officier, étant tombé à la suite du blessure, il a été mis en pièces à coups de baïonnettes, et que le corps a été criblé, à terre, de coups de baïonnettes.

Le général Codrington a envoyé une plainte très sévère au maréchal Pélissier, qui, après une enquête de quelques jours, a répondu que les soldats n'avaient fait qu'exécuter les ordres reçus, après peut-être, mais rigoureux, qu'ils avaient reçu pour la sécurité de leur redoute.

L'autre affaire a eu lieu à propos de poulet. Il y a dans le camp français, un chef d'intérêt du poulet de l'ean après le coucher du soleil. Or, le soleil ne se couche pas toujours aussi tôt que le suppose l'heure du coucher, et les occasions français, et l'autre jour, un groupe de soldats anglais s'était approché d'un puits, alors qu'il faisait clair encore, les sentinelles françaises ont tiré dessus à balles, sans blesser personne par bonheur.

L'avant-dernière nuit, le général de division Jos W. Pasha apprenait qu'un grand nombre de soldats sont resté dans le camp français, à boire dans les cantines. Il envoie un piquet pour les chercher. A l'approche des soldats, les sentinelles françaises ont fait feu sans crier "Qui vive?"

Le général Codrington s'est plaint encore une fois au maréchal Pélissier, qui lui a fait absolument la même réponse que la première fois.

Les Français, je le répète, ont le coup de feu très-vif et l'autre jour le major-chirurgien Le Blanc, du 1ème régiment, a été tué par une sentinelle, pour avoir négligé de ne sais quelle formalité prescrite à l'approche du poste.

Nous avons aussi, de notre côté, quelques meurtres de l'espèce sur la conscience, mais en général, nous y mettons un peu plus de prudence que les Français. Depuis le départ des zouaves le camp est plus tranquille; ils avaient des façons d'agir si insolentes que des conflits éclataient chaque jour entre eux et les Anglais, et même les Français.

Nouvelles diverses

On sait que M. Villemain, secrétaire perpétuel de l'Académie Française, a été renversé dernièrement à Paris par une voiture qui le roue lui a passé sur le bras. Tous les membres de l'Institut et les illustrations des deux précédents régimes viennent s'informer de la santé de M. Villemain; son état continue à s'améliorer. Après sa chute, quand, tout brisé, il a vu un sergent de ville s'approcher de lui, M. Villemain s'est écrié: "Venez-vous pour m'arrêter parce que j'ai *sauvé* d'être écrasé? Courez donc après la voiture qui se sauve, ajoute le malicieux secrétaire perpétuel, vous y trouverez peut-être un sénateur!" Vous voyez que la dernière parole de M. Villemain sera toujours un sarcasme.

—On veut donner un éclat inouï à la cérémonie du baptême du prince impérial, à l'intérieur de Notre-Dame. Personne n'y sera admis qu'en uniforme même aux derniers rangs des plus mauvaises tribunes, et sans aucune exception. Les dames devront y être décolletées; les personnes de la maison de l'impératrice, sinon les femmes des grands dignitaires, auront le manteau de cour, sauf Mme l'amirale Bruat, gouvernante des Enfants de France qui, chargée de porter le jeune prince impérial, a dû naturellement se soustraire au joug de cette mode un peu gênante pour la marche. Un feu d'artifice sera tiré sur la place de la Concorde.

—Il est question de démolir le Ciel, sauf Notre-Dame, l'Archevêché, l'Hôtel-Dieu, la Préfecture de police et le Palais-de-Justice, et de planter le reste en square.

—M. Victor Hugo s'établit décidément à Guernesey; l'illustre poète y a acheté une maison spacieuse, où il se fixe avec toute sa famille; l'habitation, peu distante de la mer, a un très-beau jardin.

—Nous lisons dans une correspondance adressée de Nice, 19 mai, à la *Sentinelle toulonnaise*:

"Garibaldi, qui, comme on sait, vivait dans la retraite, à Nice, son pays natal, est parti pour l'île de Sardaigne, où il se propose, dit-on, de résider.

—Au moment où la question du démembrement est palpitante en Angleterre et où même on prétend qu'il y a un mouvement d'opinion pour donner les pouvoirs de la reine Victoria, prétendant, les affaires du jour, les affaires du jour, les affaires du jour